

MISCELLANEA

Un exemple d'exploitation de sources récemment éditées à propos de la Seconde Guerre mondiale :

LA DIPLOMATIE VATICANE ET L'U.R.S.S., APRES STALINGRAD

par

L. PAPELEUX

Doctor in de Letteren en Wijsbegeerte

Le tome VII des documents publiés par le Vatican (1) couvre la période du grand tournant de la seconde guerre mondiale en Europe : en novembre 1942, il y eut El Alamein et le débarquement allié en Afrique du Nord; le drame de Stalingrad se noue le même mois pour prendre fin en février 1943; l'anéantissement des forces de l'Axe à Tunis a lieu en mai, le début de l'offensive aérienne alliée en juin, l'échec allemand à Koursk et la conquête de la Sicile en juillet, le début de la campagne d'Italie en septembre.

I. LA PEUR D'UNE EXPANSION SOVIETIQUE

Il n'était pas loin de la vérité ce journaliste britannique qui écrivait en 1943 : "Le pape préfère une défaite russe à une défaite allemande" (2). Le 5 septembre 1941, faisant allusion aux succès de Hitler en Russie, Mgr Tardini disait à Myron Taylor : "Un diable chasse l'autre. Tant mieux si l'autre est le pire" (3). A la même époque, Tar-

(1) *Actes et documents du Saint Siège relatifs à la seconde guerre mondiale*, tome VII, "Le Saint Siège et la guerre mondiale (novembre 1942-décembre 1943)", 768 pages, 24 x 11, Libreria editrice vaticane, 1973.

(2) Maxime MOURIN, *Le Vatican et l'U.R.S.S.*, Paris, 1965, p. 114.

(3) L. PAPELEUX, "La diplomatie vaticane à l'heure des victoires de Hitler", *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no. 98, avril 1975, p. 29.

dini faisait aussi part, au représentant de Roosevelt, des craintes que le Vatican nourrissait à propos du renforcement de l'influence du communisme en Europe : "Le communisme a toujours profité du mécontentement des autres peuples... L'Europe connaîtra, à la fin de la guerre, une période de difficultés chez les peuples germaniques, slaves et latins. Le communisme n'est pas seulement engagé dans un programme d'expansion par le truchement de la propagande, mais aussi par un évident programme d'agressions militaires". Et il citait les exemples de la Pologne, des Pays Baltes et de la Bessarabie (4). Faut-il aller, comme Mourin, jusqu'à prétendre qu'en 1939 le Vatican considérait la Pologne conquise par Hitler comme le maillon fondamental d'un rempart dressé contre l'impérialisme soviétique (5) ? En 1942-1943, on constate, en tous cas, les craintes du Saint Siège à propos du vide politique et militaire que laisserait, sur le continent européen, une éventuelle défaite allemande sur le front russe (6). En septembre 1941, Roosevelt avait écrit à Pie XII que la survivance de la Russie serait moins dangereuse pour la religion que celle de la dictature nazie, ce qui inspira à Tardini la réflexion suivante : "Dans une Europe épuisée et une Allemagne anéantie, le communisme deviendrait le maître absolu du continent européen" (7).

L'attitude négative du Saint Siège vis-à-vis de l'U.R.S.S. n'empêchait pas la diffusion de nouvelles sensationnelles relatives à des tentatives de rapprochement entre Staline et Pie XII, nouvelles, par ailleurs, aussitôt démenties par la secrétairerie d'Etat (8). Peut-être faut-il chercher l'origine de ces bobards dans une manoeuvre d'intoxication menée par les Alliés qui ne cessent de plaider auprès du Vatican en faveur de la Russie ? Les Alliés n'ignoraient pas les graves préoccupations que nourrissait le Vatican pour la situation religieuse

(4) *Actes et documents du Vatican*, tome V, p. 224.

(5) MOURIN, *op.cit.*, p. 84. On peut se demander si l'opinion de cet historien sur ce point précis n'a pas été influencée par les slogans de la propagande soviétique qu'il cite lui-même, p. 63, 79, 93, etc.

(6) L'ambassadeur allemand von Weizsäcker qui, en général, présente correctement le point de vue du Vatican, rapporte que Maglione lui a dit, en août 1943, en parlant des préoccupations du Saint Siège que celui-ci constatait que la défense allemande ne suffisait plus à arrêter le communisme en Europe.

(7) *Actes et documents du Vatican*, tome V, p. 179 et 208.

(8) Ces nouvelles, diffusées en mars 1943, par l'agence romaine Radiocourbe et reprises par le Deutsches Nachrichtbüro, ne pouvaient parvenir de l'officine du faussaire Scattolini qui avait suspendu ses activités en janvier. J. NOBECOURT, "Une énorme mystification", dans *Le Monde* des 16-17 décembre 1973.

en U.R.S.S. et dans les pays annexés par elle, en 1939 (9), s'efforçaient de démontrer que l'attitude du gouvernement soviétique envers la religion avait favorablement évolué. Le 4 mai 1943, la légation britannique remettait, à la secrétairerie d'Etat, un plaidoyer en faveur de l'U.R.S.S. : en février, Staline a répété ce qu'il a déjà dit en novembre 1941, c'est-à-dire que la Russie n'a pas pour objectif d'annexer d'autres territoires ni en Europe, ni en Asie et qu'elle n'a pas l'intention de leur imposer son régime; le programme de la coalition anglo-soviéto-américaine, défini le 6 novembre 1943, prévoit la restauration de la souveraineté des nations esclaves, la restauration des libertés démocratiques, etc. Une brève annotation apposée sur ce mémoire en dit long sur le scepticisme du Vatican à propos des "bonnes intentions" soviétiques : "Le ton de cet aide-mémoire (britannique) permettrait de taxer d'ingénuité quiconque se préoccupe sérieusement du péril bolchévique".

Un long mémoire, sérieusement préparé, revu par Pie XII, fut remis, le 31 mars 1943, à la légation de Grande-Bretagne. Il traçait un sombre tableau de la situation religieuse en U.R.S.S. et attirait l'attention sur le programme de déchristianisation systématique appliqué en Pologne, Bukovine, Bessarabie (10). Maglione y admettait bien que, depuis le début de l'agression allemande, Staline avait fait quelques gestes comme celui de permettre en 1942, aux Moscovites, de circuler la nuit de Pâques pour assister aux offices religieux dans les églises. Mais "ces épisodes sporadiques" ne changeaient pas la situation religieuse. Leur explication était à chercher dans une réaction à ce que l'envahisseur avait baptisé du nom de "croisade antibolchévique". Ils ont aussi un but de propagande auprès des Alliés et des pays occupés par les Allemands. Le mémoire donne comme preuve un livre édité à Moscou et introuvable en Russie et qui a pour titre : "La vérité sur la religion en Russie" (11). En réponse à un mémoire du Foreign Office du 20 avril disant que la victoire alliée

(9) L'échec des tentatives menées après 1917 par le Saint Siège en vue d'établir des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et les persécutions antireligieuses avaient abouti à la condamnation du communisme athée par l'encyclique *Divini Redemptoris*, de Pie XI, en 1928. Les inquiétudes, à partir de 1939, pour les catholiques polonais et baltes, achevèrent de hérissier le Saint Siège contre l'U.R.S.S.

(10) Tardini avait déjà adressé un mémoire similaire à Myron Taylor en septembre.

(11) Dix jours plus tard, une copie de ce mémoire fut envoyée à Taylor.

ne signifierait pas une domination soviétique, le 30 mai était remis au chargé d'affaires britannique un memorandum de Tardini, soigneusement mis au point et qui avait l'approbation du pape : la victoire russe en Europe aura pour conséquence la destruction de la civilisation européenne et celle de la culture chrétienne. Aussitôt la guerre finie, les U.S.A. et la Grande-Bretagne quitteront l'Europe pour aller achever la guerre en Extrême-Orient, tandis que les Russes resteront en Europe avec une puissante armée de terre. La propagande communiste sera facilitée par l'impression faite sur les masses par la puissance militaire dont a fait preuve le peuple russe et par le fait que les populations d'Allemagne, de France et d'Italie, aigries par les souffrances, seront une proie facile pour le communisme... Le régime totalitaire russe préparera une nouvelle guerre, alors que les nations démocratiques, qui ont à tenir compte des aspirations des populations, seront amenées à réduire leurs armements. D'où une guerre encore plus tragique. — Le 27 août 1943, Maglione déclare à von Weizsäcker : "Pour ce qui regarde le péril communiste, le Saint Siège, s'il s'en est toujours préoccupé, s'en préoccupe davantage maintenant qu'il le voit plus proche. Les souffrances causées par la guerre préparent un terrain de culture. Le secrétaire d'Etat avoue à l'ambassadeur allemand qu'il a fait part de ces craintes aux Alliés.

Le Vatican n'est pas seul à se préoccuper du "péril bolchévique". Les neutres lui font part de leurs appréhensions. A la mi-décembre 1942, Bernardini, nonce à Berne, rapporte que les ambassadeurs des gouvernements en exil, ceux de Bulgarie et ceux des Etats Baltes réagissent vivement contre les propos de la femme de l'ambassadeur britannique qui a affirmé que le gouvernement soviétique fait preuve d'une plus grande tolérance en matière religieuse. A ceux qui prétendent que la force des armées russes a diminué, on répond que la résistance des peuples a diminué dans une proportion encore plus grande. Les craintes des neutres se sont accrues à la suite de la promesse faite par Eden qu'après la guerre seuls les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la Chine conserveront des forces armées. La Grande-Bretagne sera impuissante à modérer les ambitions russes. Un représentant de Hull a déclaré que le Saint Siège est pleinement d'accord pour que les Américains se chargent de la défense de l'Europe. Le nonce conclut : "Les Etats-Unis, avec leur juvénile enthousiasme, voudront assurer la réorganisation de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe et de l'Australie". Comme ses interlocuteurs neutres, il ne croit pas que, même si les Etats-Unis ne retournent pas à leur isolationisme, ils

auront les ressources spirituelles, la connaissance des hommes, des peuples, des situations, nécessaires pour mener à bien "une si formidable entreprise". — Au début de février 1943, Pilet-Golaz, chef du département politique du conseil fédéral suisse, probablement influencé par une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne, entretient le nonce de ses soucis relatifs à la propagande bolchévique qui gagne la presse et l'opinion helvétiques. Pilet redoute que l'Allemagne, réduite à une situation extrême, ne se rapproche de l'U.R.S.S. "Les promesses britanniques sont incertaines, celles des Américains sont aléatoires". Huit jours plus tard, Bernardini revient à la charge pour signaler que les ambassadeurs de Lituanie, Hongrie, Espagne, Grèce, Portugal, Brésil corroborent les opinions de Pilet. Dans la semaine qui suit la capitulation de Stalingrad, le péril russe provoque une véritable panique en Hongrie. Pilet se demande si, pour les neutres comme la Suisse, l'Espagne, le Portugal et le Saint Siège, le moment n'est pas venu de faire remarquer aux belligérants la gravité du péril. Il émet le souhait de voir le Saint Père lancer n'importe quelle proposition de paix. Sur cette dépêche, Tardini, après entretien avec Maglione, ajoute l'annotation suivante : "Hélas, on ne voit aucune raison d'espérer. Le Saint Siège suit avec attention".

Puis c'est le tour des alliés de l'Allemagne. Le 24 février, Kallay, président du conseil de Hongrie, avait écrit, à Pie XII, un long mémoire pour évoquer "le monde menacé par le bolchévisme". Certains de ses arguments étaient fort proches de ceux utilisés par le Saint Siège pour répondre aux plaidoyers des Anglo-Américains en faveur de l'U.R.S.S. : la zone allant de la Finlande à la Turquie est sous la menace du bolchévisme. Si ce barrage de petites nations catholiques cède, "le bolchévisme peut déferler sur le national-socialisme allemand qui est en lambeaux, éprouvé et prolétarisé. Les puissances anglo-américaines n'ont plus la force d'écarter ce danger." "Seul le Vicaire de Jésus Christ en possède la faculté, force et puissance". D'après Kallay, qui fut reçu par le pape le 3 avril, il lui fut dit que le Saint Siège ne fermait pas les yeux sur le péril bolchévique et que la secrétairerie d'Etat avait déjà attiré, sur ce problème, l'attention des diplomates alliés. Mais le pape avait dit qu'on ne pouvait pas renouveler publiquement la condamnation du communisme sans parler en même temps des persécutions nazies. Malgré son aversion pour l'athéisme bolchévique, Pie XII professait, on le voit, la même prudence envers le régime stalinien qu'envers le régime nazi. Ce ne fut qu'après plusieurs mois d'hésitation que le pape donna satisfac-

tion à la dernière survivante des voyantes de Fatima : le 31 octobre 1942, à l'occasion du 25e anniversaire des apparitions, il envoya aux Portugais le texte d'une consécration du genre humain à la Vierge Marie où on avait glissé une discrète allusion aux "peuples qui, dans leurs maisons, tiennent une icône à la place d'honneur". Autre exemple : en février-mars 1943, Pie XII fit ordonner une enquête sur une homélie du cardinal britannique Hinsley qui avait dit : "Selon les directives du pape, nous prions, chaque jour, pour la Russie". Le souverain pontife qui avait, un moment, envisagé de publier un démenti dégageant sa responsabilité, y renonça finalement. Mais l'embarras avait été très grand au Vatican : la presse nazie et la presse fasciste avaient déformé et exploité l'incident et l'archevêque de Munich avait demandé des éclaircissements.

II. LE PROBLEME DE LA PAIX

En novembre 1942, deux personnalités gouvernementales fascistes, Buffarini et Grandi, avaient fait savoir à la secrétairerie d'Etat qu'elles souhaitaient une démarche concrète du pape en faveur de la paix. La princesse héritière du Piémont avait fait demander des nouvelles de la démarche qu'elle avait proposé de faire auprès de Myron Taylor, en septembre (12), en vue d'une paix séparée. L'ambassadeur du Portugal, rentré de Lisbonne, exprimait l'opinion "que la réserve du Saint Siège donnait l'impression d'une timidité exagérée". A la mi-décembre 1942 (13), et à la mi-janvier suivante, Jordana, ministre espagnol des Affaires Etrangères, fait savoir que son gouvernement est disposé à appuyer une éventuelle tentative de paix du pape. De son côté, le Vatican se livre à quelques sondages. Le 15 novembre 1942, le nonce interroge Buffarini sur l'opportunité d'une intervention du Saint Siège. Le même diplomate s'entretient du même

(12) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no. 98, p. 44.

(13) Le nonce rapporte qu'au même moment l'Espagne mobilise. Ce fait est à mettre en rapport avec une manoeuvre d'intoxication alliée qui vise à faire croire à un débarquement allié dans la Péninsule Ibérique et d'autre part, avec les mesures prises par Hitler pour parer à cette menace par le clan Gisela. Ch. BURDICK, *Germany's Military Strategy and Spain in World War II*, New York, 1968, p. 167.

sujet avec Ciano, le 18, et avec le roi, le 27. Ces sondages ne sont guère encourageants. Le ministre des Affaires Etrangères exclut formellement une initiative du Vatican et donne comme prétexte que Taylor a dit, trois mois plus tôt au Saint Père que, pour le moment, il n'était pas question de discuter de paix (14). Quant à Victor-Emmanuel, il dit : "Le pape doit garder une stricte neutralité; il ne peut souhaiter la victoire des Juifs, des bolchéviques et des luthériens. Il ne croit pas que les Alliés soient capables de remporter la victoire. Et il s'attarde à raconter une anecdote sur Wilson pour démontrer que "les Américains ne comprennent rien aux affaires européennes" (15). D'après lui, la propagande des journaux britanniques prétend que Pie XII est opposé à une paix de compromis (16).

Au début de 1943, le Vatican revient à la réserve qu'il avait montrée lors de l'offensive de paix allemande de l'automne 1942 (17). Le 10 février Pilet Golaz, après avoir longuement évoqué les dangers d'une victoire russe, émet le souhait de voir le pape prendre une initiative en vue de la paix. Maglione répond : "qu'en ce moment, on ne voit rien qui laisse espérer la possibilité d'agir dans ce sens "dans un proche avenir". A la même époque, le secrétaire d'Etat écartait une demande similaire, probablement d'inspiration allemande, faite par le journaliste Dominico Russo (18). Fin mars, Tardini donne la

(14) Le 12 janvier 1943, Ciano déclarait au nonce : "Une paix séparée russo-allemande n'est pas possible; les Allemands veulent des frontières et des richesses que les Russes ne sont pas disposés à céder". (Tome VII, doc. 88). Cette réflexion est à replacer dans le contexte de la conférence de Rastenburg, tenue à la mi-décembre 1942, entre Hitler et Mussolini et au cours de laquelle ce dernier avait vainement essayé de convaincre son interlocuteur de faire une paix séparée avec l'U.R.S.S. — F.W. DEAKIN, *L'Axe brisé. L'amitié brutale d'Hitler et Mussolini*, Paris, 1962, p. 111.

(15) Le refus du roi de s'intéresser à des pourparlers de paix, en novembre 1942, les hésitations dont il fit preuve encore en juin 1943 dans ses entretiens avec des politiciens de gauche et avec le nonce tendent à démontrer le caractère apocryphe d'une lettre du roi, publiée dans deux ouvrages monarchistes et dans laquelle le roi affirme que, dès janvier 1943, il aurait pris la décision de renvoyer Mussolini. Cette lettre est citée par DEAKIN, *op.cit.*, p. 256.

(16) Le 22 septembre 1942, Pie XII déclarait à Taylor : "Malgré le fait qu'une certaine propagande peut dire, nous n'avons jamais pensé en termes de paix de compromis à tout prix." *Actes et documents du Vatican*, tome V, p. 692.

(17) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no. 98, p. 40.

(18) Curieux personnage que cet antifasciste, réfugié à Paris; ce pacifiste convaincu semble avoir été manipulé par les Allemands qui lui permirent en 1942-1943 de se rendre en Suisse, Espagne, Portugal et Italie où il rencontra son ancien condisciple, le cardinal Maglione.

clé de l'attitude du Saint Siège, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur britannique qui est sur le point de partir pour Londres (19). La critique qu'il fait de la doctrine de capitulation sans conditions, définie à Casablanca, le 9 janvier, se révélera fort pertinente par la suite : trop humiliante pour les vaincus qui se sentent tentés de résister jusqu'au dernier moment pour sauver leur honneur, elle est déraisonnable au point de vue pratique; il vaudrait mieux et il serait plus humain de dire : "Rendez-vous; vous serez bien traités" (20). Tardini met les Alliés en garde contre l'influence des émigrés qui comptent peu de personnalités de valeur, qui ne connaissent rien de la situation présente de l'Italie et qui poussent à la vengeance. Il critique aussi la prétention de vouloir rééduquer les jeunesses nazie et fasciste : "Aucune éducation n'est possible quand elle est imposée par des étrangers". Il trouve malhabiles les continuelles menaces contre les criminels de guerre : "Il ne faut pas oublier que Hitler et Mussolini détiennent les rênes du pouvoir et les armes; ils peuvent obliger le peuple à faire ce qu'il ne veut pas, c'est à dire résister à l'extrême".

III. L'AVENIR DES PETITES NATIONS

Le sort des petites nations auxquelles le Vatican s'intéressa depuis le début de la guerre (21), était intimement lié au problème de la paix et à celui de l'expansion russe. Après Stalingrad (22), Hitler chercha à contraindre ses alliés à poursuivre la guerre totale contre l'U.R.S.S. et les Anglo-Américains. L'Italie chercha l'appui des satellites de l'Axe et celui des pays neutres pour arriver à la solution politique d'une paix de compromis. A la conférence de Salzburg d'avril 1943, Hitler inaugura une offensive destinée à effacer les ré-

(19) Le 31 mars 1943, Tardini résuma l'entretien en quatre lignes. On peut suivre l'explicitation qu'il en donne en 1944, car elle est dans la ligne du résumé de 1943.

(20) A ce sujet, voir Anne ARMSTRONG, *Capitulation sans conditions*, Paris, 1963, p. 154 s.

(21) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no. 98, p. 43.

(22) Une description détaillée des rapports de l'Allemagne et de ses satellites est exposée dans DEAKIN, *op.cit.*, p. 268 à 299; 313 à 325.

percussions de Stalingrad. Ribbentrop déclara à Bastianini qu'on ne pourrait rien décider en ce qui concernait le sort des petits états, avant d'avoir remporté la victoire finale; de toutes façons, ils devraient obéir à Berlin et à Rome. Pour contrecarrer les initiatives italiennes dans les Balkans, Hitler chercha, en avril-mai, à obtenir le renvoi de Kallay et de Mihail Antonescu respectivement ministres des Affaires Etrangères de Hongrie et de Roumanie.

Déjà le 20 mars 1943, Lahovary, ambassadeur roumain à Berne, rapportait au nonce que le maréchal Antonescu était préoccupé par l'avenir incertain des petites nations qui faisaient partie de l'Axe. Il avait lancé, fin 1942, un projet de déclaration qui avait reçu l'adhésion de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Finlande. Ce document "affirmait les principes de liberté indispensables pour assurer l'indépendance des nations placées dans l'orbite du soi-disant ordre nouveau". Les grandes puissances avaient trouvé le projet inopportun. D'après Lahovary, les récents événements permettaient de relancer le projet de Ian Antonescu : le communiqué germano-italien de février parlait de "l'ordre nouveau pour garantir à tous les peuples d'Europe la sûreté dans la justice et la collaboration". Le 13 mars, Goebbels avait exclu une occupation militaire des petits pays, tout en soulignant le droit supérieur de l'Axe de diriger les peuples européens. L'ambassadeur roumain voyait un autre danger du côté allié : il redoutait que le résultat de la conférence que tenaient, en ce moment, Eden et Roosevelt (23), ne fût que les petites nations n'eussent "à payer le prix exigé par Staline pour la collaboration russo-britannique". Lahovary demandait que le Saint Siège développât une action parallèle à celle d'Antonescu, recommandât le projet de déclaration de celui-ci aux pays neutres et le soumît avec eux aux Alliés. — Le 31 mars, Maglione répondit au nonce que le projet serait examiné au Vatican, quand il serait présenté d'une façon plus concrète.

La rencontre du nonce Bernardini et Lahovary fut connue des Allemands. Le 13 juillet, le nonce écrit : "Lors de la récente visite du général Antonescu au G.Q.G. du Führer, celui-ci lui a violemment reproché que son ambassadeur à Berne avait préparé avec le nonce une vraie catastrophe pour l'Allemagne" (24). Ces récriminations "à propos d'une inoffensive conversation" qui avait eu lieu trois

(23) Eden fut à Washington du 12 au 30 mars 1943.

(24) Selon un témoin italien, "les Allemands soupçonnaient Pétain, Kallay, Mihail Antonescu, Franco, les Turcs et les Italiens". DEAKIN, *op.cit.*, p. 323.

mois plus tôt, traduisaient probablement le mécontentement allemand suscité à l'occasion de la réception, le 2 juillet, de Mihail Antonescu par Pie XII et Maglione (25). Cassulo, nonce à Bucarest, fut chargé par Mihail Antonescu de rappeler à Maglione "l'entretien qui avait eu lieu à propos des événements politiques présents et les possibilités qui s'y rapportent" (26).

On a déjà résumé ci-dessus un mémoire que Kallay, premier ministre hongrois, avait envoyé le 24 février 1943 à Pie XII pour évoquer le péril bolchévique. Il ne semble pas que le Saint Siège lui ait accordé une réponse. Au début d'avril, Kallay se rendit à Rome pour obtenir l'appui de Mussolini et du pape contre les pressions allemandes. Le Duce ne rejeta pas la demande du Hongrois de se mettre à la tête des satellites pour ramener Hitler à la raison. Quelques jours plus tard, à Salzburg, Mussolini allait se laisser convaincre par Hitler de continuer la guerre jusqu'au finish. Aucun document du Vatican n'est publié à propos de l'entrevue que Kallay eut avec Pie XII, le 3 avril et qui inquiéta si fort les Allemands (27). Dans ses mémoires, Kallay se borne à relever qu'il avait dit que la victoire des Alliés à l'ouest susciterait la crainte du danger communiste (28). D'après Deakin, quand Kallay fut reçu par le pape, celui-ci lui aurait dit qu'il était disposé à offrir ses services comme médiateur, quand le moment serait venu (29). Si l'on s'en rapporte à Mussolini qui disait avoir reçu les confidences du premier ministre hongrois, le pape aurait déploré que les Puissances de l'Axe n'eussent pas fait des propositions de paix; il aurait ajouté qu'il lui était impossible de proposer sa médiation tant que les Allemands adopteraient une attitude aussi dure dans les pays occupés (30). Bien que Mussolini ait conclu dans le même sens que Hitler en disant que des mesures douces ne rimaient à rien, on peut se demander s'il n'a pas, en mettant ces propos dans la

(25) A la suite des pressions allemandes sur Mussolini, la visite de Mihail Antonescu qui devait avoir lieu en avril, avait été reportée.

(26) On ne retrouve aucune trace de ces entretiens dans les archives vaticanes. On peut conjecturer que les documents ont été détruits, lorsqu'en septembre 1943, par crainte des Allemands qui envahissaient Rome, les autorités vaticanes firent détruire ces documents avec d'autres aussi compromettants.

(27) Pour les mêmes raisons, sans doute, on ne trouve aucune trace de cet entretien.

(28) *Actes et documents du Vatican*, tome VII, note 6.

(29) DEAKIN, *op.cit.*, p. 282.

(30) Rapport du ministre-interprète Schmidt sur une rencontre avec Mussolini le 20 avril, dans DEAKIN, *op.cit.*, p. 315.

bouche de Pie XII, voulu rappeler, devant un témoin allemand, le désir italien de rechercher une solution politique de la guerre.

Une semaine avant la visite de Kallay, Maglione avait remis au représentant britannique un mémoire tendant à démontrer qu'une hégémonie russe serait "aussi terrible, sinon plus, qu'une prédominance politique et économique du Reich." La Russie communiste qui a repris les aspirations d'expansion politique des tsars, est maintenant un pays industrialisé qui dispose de toutes les matières premières. Une victoire totale de la Russie équivaldrait à une hégémonie politique, économique et commerciale. L'équilibre si cher à l'Angleterre serait rompu. Laissant deviner la finalité de la pensée politique du Saint Siège, il ajouta : "L'empire britannique devrait vouloir un bloc de puissances occidentales pour empêcher une hégémonie germanique ou russe, une France restaurée, une Italie non affaiblie, une Espagne tranquille".

Le Saint Siège peut-il espérer que les Alliés occidentaux obligeront l'U.R.S.S. à respecter les droits des petits états, quand son représentant à Washington lui rapporte certaines confidences de Cordell Hull ? Le secrétaire d'Etat américain avoue qu'au cours de conversations qu'il a eues avec Staline, ce dernier s'est montré très évasif à ce sujet. Hull doit bien reconnaître, fin 1943, que le passé et le présent ne permettent pas d'avoir confiance dans l'observance par l'U.R.S.S. des droits propres des Etats Baltes, de la Pologne et de la Hongrie.